

COMMUNIQUE N°013/NDH/DE/2019

Cameroun : malgré la suspension de l'AGOA, les violations des libertés fondamentales continuent

Il y a quelques jours l'Administration Donald Trump a annoncé dans un message au Congrès Américain, son intention de retirer au Cameroun les avantages commerciaux que lui offre l'AGOA (African Growth and Opportunity Act). Cette décision qui prendra effet à partir du 1^{er} janvier 2020 a été prise au regard de la persistance des violations des droits de l'homme internationalement reconnu. Il s'agit entre autres de la torture, des exécutions extrajudiciaires, etc.

Cette décision intervient après celle prise en février 2019 par le même gouvernement américain et qui visait la réduction de l'aide militaire américaine au Cameroun, invoquant également les violations des droits de l'homme.

Malgré ces sanctions, les atteintes aux libertés fondamentales sont légions.

En l'espace de deux semaines, quatre (04) interdictions de réunion ont été enregistrées et visant toutes les rassemblements des partis politiques de l'opposition.

En marge de ces interdictions, le déploiement sécuritaire dans les villes de Yaoundé et d'Ebolowa les 1^{er} et 2 novembre démontre la détermination du pouvoir de Yaoundé à restreindre de manière forte les libertés fondamentales. D'ailleurs des personnes ont affirmé que certains militants du MRC ont été arrêtés avant d'être libérés.

Nouveaux Droits de l'Homme a documenté de nombreuses violations des libertés fondamentales au Cameroun depuis 2014, date d'entrée en vigueur de loi de répression du terrorisme. Ce rapport présente près 187 interdictions de réunion à l'encontre des organisations de la société civile et des partis politiques de l'opposition sur la seule période 2016-2018.

NDH-Cameroun a aussi documenté des violations graves des droits de l'homme dans le cadre de la crise anglophone. Plusieurs cas d'arrestations et détentions arbitraires, de torture, de destruction de biens, de disparitions forcées et d'exécutions extrajudiciaires ont été répertoriés.

Cette décision des Etats-Unis de sanctionner le Cameroun à travers le retrait de l'AGOA doit interpeller le gouvernement Camerounais afin qu'il prenne toutes les mesures urgentes qui s'imposent pour répondre aux allégations des violations des droits humains au Cameroun.

Fait à Yaoundé le 05 novembre 2019



Cyrille Rolande Bechon